



INTERVENTION UNSA CD21
COMITE SOCIAL TERRITORIAL
DU 13 MAI 2025

Madame la Présidente, Mmes et Mm. les élu(e)s, M. le DGSD, Mmes et Mm., cher(e)s collègues,

Le syndicat UNSA CD21 a décidé de faire court et de s'adresser à vous avec clarté et détermination, dans un esprit de respect mutuel et de responsabilité, pour porter haut et fort nos revendications et nos préoccupations face aux orientations qui s'imposent à notre collectivité.

Notre message s'intitule « Faire plus avec moins, jusqu'où ».

Les annonces récentes évoquant la suppression d'une quarantaine de postes pour l'année 2025, ne peuvent être considérées comme une simple donnée comptable. Elles traduisent une tendance inquiétante : celle d'une collectivité qui, sous prétexte de contraintes budgétaires, impose aux agents de faire toujours plus avec toujours moins. Cette logique, si elle peut sembler pragmatique à court terme, peut mettre en péril la qualité du service public, la santé mentale, sujet fléché comme prioritaire par le Président, et la motivation des agents. Les réorganisations et notamment certaines qui nous sont présentées au sommaire de notre séance du jour, le non remplacement des postes, le report des missions sur le reste des équipes, l'engagement sur de nouvelles compétences non obligatoires, avec des moyens et des effectifs constants voire diminués, tout cela contribue à une surcharge de travail, à une dégradation des conditions d'exercice et à une perte d'attractivité de notre collectivité. Les équipes subissent au quotidien ces nouvelles orientations. Les agents font remonter leurs difficultés, mais rien n'y fait. On continue dans cette voie, mais bien évidemment en prônant la bienveillance et l'attractivité de la collectivité. Mme la Présidente, M. le DGSD, de plus en plus d'équipes vont mal. Mais apparemment, ce n'est pas grave. Nous constatons que les équipes, déjà éprouvées, voient leur mal-être s'accroître, avec une augmentation

des restrictions médicales et un sentiment d'abandon face à leurs difficultés.

Tout cela pour vous dire, que le syndicat UNSA CD21 n'a jamais été aussi inquiet pour les agents du Conseil Départemental de la Côte-d'Or et que malgré nos alertes et remontées, nous avons l'impression que quoi qu'il arrive, le but à atteindre doit être atteint, à savoir, faire des économies sur les dépenses de fonctionnement et par voie de conséquence sur la masse salariale.

Le syndicat UNSA CD21 refuse cette logique de « faire plus avec moins » qui sacrifie la qualité de vie au travail et la pérennité de nos services publics.

Nous exigeons un dialogue social sincère, transparent et constructif, notamment sur le futur RIFSEEP. Il est inacceptable que ce dossier, crucial pour la rémunération de nos agents soit en « stand-by » depuis des mois ou traité dans l'opacité, sans garanties claires sur le maintien de leur pouvoir d'achat. Les premières pistes annoncées ne font qu'accroître notre inquiétude et notre sentiment que le plus dur est devant nous. Nous demandons que la collectivité prenne ses responsabilités : garantir la stabilité des rémunérations, tant au niveau de l'IFSE que sur un CIA moyen, respecter le dialogue social et ne pas céder à la tentation de faire des économies au détriment des agents et des usagers.

Le syndicat UNSA CD21 exige de la transparence dans ce dossier, à savoir la communication de l'ensemble des éléments techniques et comparatifs entre le système actuel et les projections. Nous savons que la collectivité travaille depuis des mois sur ce chantier, sans que nous puissions en être partie prenante.

Le syndicat UNSA CD21, organisation syndicale majoritaire et responsable privilégie le dialogue social constructif, mais il ne restera pas silencieux face à toute tentative de dégrader davantage les conditions de travail et les rémunérations. Nous sommes prêts à défendre les intérêts de tous les agents, à refuser toute mesure qui entraînerait une perte de rémunération ou une dégradation de leur situation.

Nous appelons à une prise de conscience collective. Il est temps de remettre l'humain, la qualité du service public et la justice sociale au coeur de nos préoccupations. Il n'est pas question que lorsque les agents expriment leurs difficultés ou leur mal-être, la si-

tuation se retourne contre eux. Il est effectivement plus facile de juger que de gérer.

Nous souhaitons rencontrer M. le Président pour lui exposer nos positions et continuer à défendre les intérêts des agents que nous représentons. Notre engagement reste celui d'un dialogue respectueux, mais ferme, pour que l'avenir de notre collectivité soit celui d'un service public fort, équitable et humain.

Je vous remercie pour votre attention.

Karine MILLE
Secrétaire Générale